

Rapport financier semestriel juin 2009



2	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel
3	Rapport semestriel d'activité
8	État de la situation financière consolidée
9	Compte de résultat consolidé
10	État de résultat global consolidé
10	Tableau consolidé des flux de trésorerie nette
12	Variation des capitaux propres consolidés
13	Annexe aux comptes consolidés
37	Rapport des commissaires aux comptes

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Fait à Croix, le 26 août 2009

Xavier de Mézerac
Directeur financier
Membre du Directoire

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

relatif à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009 (M€ = Millions d'euros)

1. PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS, ET PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE DU PREMIER SEMESTRE 2009

Au cours du premier semestre 2009, le parc des hypermarchés a augmenté de 11 unités et celui des supermarchés de 9 unités en net :

- La croissance du parc des hypermarchés résulte de 2 acquisitions de magasins « les Halles d'Auchan » en France (dont un racheté à Atac) et à 9 ouvertures dont 3 au Portugal, 1 en Italie, 1 en Hongrie, et 4 en Chine (1 Auchan et 3 RT Mart).
- Le parc des supermarchés s'est agrandi en net de 4 magasins en Europe occidentale et de 5 magasins en Europe centrale et de l'Est.

Début 2009, les autorités roumaines de la concurrence ont autorisé la prise de contrôle à 100 % de la société MGV Distri-Hyper. En conséquence, cette société, qui exploite 6 hypermarchés à l'enseigne Auchan, est désormais consolidée par intégration globale ; elle était auparavant consolidée par mise en équivalence.

2. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2009

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009 de la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels* – se traduit par la création d'un secteur « Autres activités » comprenant Alinéa, Chronodrive et Little Extra qui étaient auparavant inclus dans le secteur « Hypermarchés ». Les données 2008 ont été retraitées en conséquence.

La mise en place de la loi LME (Loi de Modernisation de l'Economie) en France a eu, notamment, pour effet de reporter la majorité des marges arrière en marges avant (remontées des remises sur factures), ce qui génère une distorsion dans la lecture des performances lors de l'arrêté semestriel. En effet, ce changement de modalités a eu pour effet de lisser la prise en compte des remises et coopérations commerciales sur l'exercice et a entraîné une reconnaissance plus importante de ces remises au 30 juin 2009, en comparaison avec celles enregistrées au 30 juin 2008. Ceci n'affectera en rien les résultats annuels mais uniquement leur répartition dans l'année.

Les commentaires ci-dessous sont établis après avoir neutralisé cet effet sur les données 2008.

Les chiffres-clés se présentent ainsi :

En millions d'euros	S1 2009	S1 2008	Variation	Variation retraitée de l'impact LME
Produits des activités ordinaires	18 771	18 692	+0.4 %	+0.4 %
Marge commerciale	4 322	4 109	+5.2 %	+2 %
EBITDA ¹	929	822	+13.0 %	+0 %
Résultat d'exploitation courant	374	379	-1.3 %	-22 %
Résultat net des activités poursuivies	155	185	-16.2 %	-39 %
Résultat net – part du groupe	143	174	-17.8 %	-41 %

¹ Résultat d'exploitation courant hors autres produits et charges d'exploitation et hors amortissements et provisions (hors dotations et reprises de provisions, à l'exception des dotations et reprises sur dépréciation de stocks).

2.1 Activités Hypermarchés et Supermarchés

Au 30 juin 2009, le Groupe est présent dans 12 pays et région où il exploite 479 hypermarchés et 735 supermarchés.

Le parc de magasins consolidés au 30 juin 2009 se répartit ainsi :

Pays	Hypermarchés	Supermarchés	Notes
France	123	297	
Espagne	50	124	
Italie	48	277	
Portugal	29		
Luxembourg	1		
Pologne	24	14	
Hongrie	12		
Roumanie	6		
Ukraine	2		(1)
Russie	33	23	
Chine continentale	136		32 Auchan et 104 RT Mart
Taiwan	15		+ 5 en mandat de gestion

Les produits des activités ordinaires des activités Hypermarchés et Supermarchés réalisés au premier semestre 2009 ont été respectivement de 14,9 milliards d'euros (+ 1,4 % par rapport au premier semestre 2008) et 3,3 milliards d'euros (- 5,1%).

Pour les hypermarchés et les supermarchés, l'international représente respectivement 54 % et 53 % du total des produits des activités ordinaires.

Le résultat d'exploitation courant des activités Hypermarchés et Supermarchés régresse de 18 %² à 254 M€

2.2 Activité immobilière (Immochan)

Au 30 juin 2009, Immochan et ses filiales gèrent 293 centres commerciaux (galeries marchandes et parcs d'activités commerciales), dont 268 en propriété ou en location et 25 en mandat de gestion, dans 12 pays et région.

Les produits des activités ordinaires ont représenté, au premier semestre 2009, 223 M€ d'euros (+ 4,7 %³) dont 80 % réalisés en Europe occidentale.

Le résultat d'exploitation de l'activité immobilière Immochan régresse de 10 % à 99 M€.

2.3 Activité de crédit à la clientèle (Banque Accord)

Au 30 juin 2009, Banque Accord est présente dans 10 pays (France, Espagne, Italie, Portugal, Pologne, Hongrie, Roumanie, Russie, Ukraine, et Chine continentale).

Au premier semestre 2009, le produit net bancaire progresse de 8,5 %.

Fortement impacté par la hausse du coût du risque, en particulier en Espagne, le résultat d'exploitation (en format bancaire) s'établit à 5 M€ contre 26 M€ au 30 juin 2008.

Le résultat net de Banque Accord et de ses filiales, en part du groupe, s'élève à 1 M€ contre 16 M€.

¹ Hors les supermarchés ukrainiens Furshet, mis en équivalence (détention à 21 %)

² Voir commentaire en début de § 2 sur les conséquences de la mise en place de la loi LME en France.

³ 8,7% hors activité de construction-vente.

2.4 Autres activités

Le produit des activités ordinaires s'élève à 208 M€ en progression de 21,6 %.

2.5 Commentaires sur les comptes du premier semestre 2009

Commentaires sur le compte de résultat

Le produit des activités ordinaires du Groupe s'élève à 18,8 milliards d'euros au premier semestre 2009, en progression de 0,4 % par rapport à celui du premier semestre 2008. A taux de change et à périmètre constants¹, la progression ressort à 0,3 %.

L'activité Hypermarchés représente 79 % du produit des activités ordinaires, l'activité Supermarchés 17 % et les autres activités 4 % ; cette répartition est quasi identique à celle de 2008.

Par zone géographique, le produit des activités ordinaires est réalisé à hauteur de 47 % en France, de 29 % en Europe occidentale hors France (Espagne, Italie, Portugal et Luxembourg) et de 24 % dans le reste du monde (Pologne, Hongrie, Russie, Ukraine, Roumanie, Chine continentale et Taïwan). Au premier semestre 2008, la répartition géographique était respectivement de 50 %, 29 % et 21 %.

La marge commerciale progresse en valeur absolue de 2 %³ ; le taux de marge passe de 22,7 %³ au premier semestre 2008 à 23,0 % au premier semestre 2009.

Les charges d'exploitation courantes (charges de personnel, charges externes, amortissements/provisions, autres produits et charges d'exploitation) augmentent de 5 %³, soit plus que la progression de la marge commerciale.

L'EBITDA, c'est-à-dire le résultat d'exploitation courant hors autres produits et charges d'exploitation et hors amortissements et provisions² est stable à 929 M€.

Le résultat d'exploitation courant, à 374 M€, régresse de 22 %³.

Le coût de l'endettement financier net passe de 94 M€ à 98 M€. Cette évolution trouve essentiellement son origine dans l'augmentation de l'endettement moyen partiellement compensée par la diminution des taux d'intérêts.

Le taux effectif d'impôt ressort à 28,9 % sur le premier semestre 2009 contre 33,7 % au premier semestre 2008. Cette diminution de 4,8 points est particulièrement impactée par la conséquence de la réévaluation constatée dans les comptes sociaux des filiales italiennes qui dégage un produit d'impôt différé de 41 M€.

Le résultat net des activités poursuivies s'établit à 155 M€, en baisse de 39 %³.

Le résultat net - part du groupe - s'établit à 143 M€ en diminution de 41 %³.

Quant à la capacité d'autofinancement, elle est stable³ à 646 M€.

1 Les acquisitions d'entreprises ont été peu significatives aux premiers semestres 2008 et 2009

2 Hors dotations et reprises de provisions, à l'exception des dotations et reprises sur dépréciation de stocks

3 Voir commentaire en début de § 2 sur les conséquences de la mise en place de la loi LME en France

Commentaires sur l'état de la situation financière

A l'actif :

Les investissements hors regroupements d'entreprises (acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et d'immeubles de placement) s'élèvent à 632 M€, en diminution de 24 %.

La rotation des stocks s'améliore de 1,5 jour au 30 juin 2009, par rapport à celle du 30 juin 2008.

Capitaux propres et passifs :

Les capitaux propres ressortent au 30 juin 2009 à 7 263 M€ contre 7 283 M€ au 31 décembre 2008.

Les capitaux propres - part du groupe - s'élèvent à 7 143 M€ contre 7 163 M€. Les principales variations sont (en millions d'euros) :

o résultat du premier semestre 2009	143
o distribution de dividendes au titre de 2008	(100)
o variation des écarts de conversion	(66)

Les intérêts minoritaires restent constants à 120 M€.

Le crédit fournisseurs baisse de 5 jours par rapport au 30 Juin 2008. Cette baisse est due principalement à l'application de la loi LME en France.

L'endettement net, qui représente les dettes financières nettes de la trésorerie active (trésorerie et équivalents de trésorerie) plus ou moins les dérivés actifs et passifs, et hors financement de l'activité de crédit, s'établit à 4 645 M€ au 30 juin 2009, contre 3 991 M€ au 30 juin 2008.

L'endettement net ressort ainsi à 64 % des capitaux propres contre 58 % au 30 juin 2008.

3. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

4. RISQUES ET INCERTITUDES

Le Groupe est exposé, au cours de l'exercice normal de son activité, à des risques de taux, de change, de crédit et de liquidité, décrits dans le paragraphe 5 du rapport de gestion 2008.

4.1 Gestion du premier semestre 2009

Les commentaires qui suivent font plus particulièrement état de l'évolution du risque de liquidité et des risques liés à l'activité de crédit.

4.1.1 Liquidité du Groupe (dont Banque Accord)

Durant le premier semestre 2009, le Groupe a continué à consolider ses ressources financières à moyen et long terme, notamment par les émissions obligataires suivantes :

- 500 M€ à échéance 15 avril 2015
- 500 M€ à échéance 15 avril 2019

De plus, Groupe Auchan S.A. a signé le 7 août 2009 une nouvelle facilité de crédit de 800 M€ d'une maturité de 5 ans. Cette nouvelle facilité a été signée avec un groupe de 20 banques internationales. Elle vient s'ajouter aux lignes de crédit non utilisées existantes du groupe Auchan, portant le montant total de celles-ci à plus de 3 700 M€.

4.1.2 Exposition aux risques liés à l'activité de crédit (activité de Banque Accord et de ses filiales)

La forte dégradation de l'environnement économique a continué de peser sur les activités de Banque Accord en France et à l'étranger, se traduisant à des degrés divers par des augmentations sensibles de flux d'impayés simultanément à des difficultés de production de crédit. Dans plusieurs filiales, Banque Accord a pris des mesures drastiques visant à réduire l'exposition au risque de crédit : resserrement des normes d'octroi et de gestion des engagements.

En particulier pour la filiale espagnole, la dégradation de la conjoncture économique a provoqué une nouvelle et sensible poussée des impayés. Ce phénomène se stabilise depuis trois mois. Les efforts en matière de recouvrement ont permis de contenir à ce jour, tout au moins partiellement, la montée du risque. La production de crédit a été restreinte à l'activité en magasin ; elle reste néanmoins fortement affectée par la situation économique.

4.2 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2009

L'appréciation et la gestion des risques telles que décrites dans les notes 34.2 à 34.7 des notes annexes aux comptes annuels 2008 n'ont pas changé.

Le Groupe reste soumis aux risques habituels propres à son activité.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIFS (en M€)	Notes	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Goodwill	16	3 597	3 559	3 577
Autres immobilisations incorporelles	17	72	77	60
Immobilisations corporelles	18	8 321	8 413	8 216
Immeubles de placement	19	2 675	2 591	2 328
Participations dans les sociétés mises en équivalence	20	84	132	147
Crédits à la clientèle - Activité de crédit	21	1 135	1 195	1 209
Autres actifs financiers non courants		459	499	413
Dérivés actifs non courants		162	126	49
Actifs d'impôts différés		173	148	90
Actifs non courants		16 678	16 740	16 089
Stocks	22	2 802	3 112	2 975
Crédits à la clientèle - Activité de crédit	21	1 431	1 623	1 488
Créances clients	23	347	383	301
Créances d'impôt exigible	24	213	38	194
Autres créances courantes	25	2 151	2 484	1 976
Dérivés actifs courants		63	109	53
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26	1 064	2 345	1 473
Actifs détenus en vue de la vente		0	0	0
Actifs courants		8 071	10 094	8 460
Total des ACTIFS		24 749	26 834	24 549

CAPITAUX PROPRES et PASSIFS (en M€)	Notes	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Capital social	27	632	632	629
Primes liées au capital		1 893	1 893	1 844
Réserves et résultats - part du groupe		4 618	4 638	4 290
Capitaux propres - part du groupe		7 143	7 163	6 763
Intérêts minoritaires	27	120	120	114
Total capitaux propres		7 263	7 283	6 877
Provisions	28	245	249	243
Emprunts et dettes financières non courantes	29	3 868	3 655	3 618
Dettes finançant l'activité de crédit	30	987	751	919
Dérivés passifs non courants		51	31	88
Autres dettes non courantes	32	42	42	19
Passifs d'impôts différés		515	567	579
Passifs non courants		5 708	5 295	5 466
Provisions	28	156	163	165
Emprunts et dettes financières courantes	29	1 983	1 701	1 825
Dettes finançant l'activité de crédit	30	1 304	1 785	1 412
Dérivés passifs courants		32	13	35
Dettes fournisseurs	33	5 574	7 625	6 239
Dettes d'impôt exigible	33	163	75	174
Autres dettes courantes	33	2 566	2 894	2 356
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente		0	0	0
Passifs courants		11 778	14 256	12 206
Total des CAPITAUX PROPRES et PASSIFS		24 749	26 834	24 549

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en M€)	Notes	30/06/2009	30/06/2008
Produits des activités ordinaires	5-8	18 771	18 692
Coût des ventes	9	(14 449)	(14 583)
Marge commerciale		4 322	4 109
Charges de personnel	10	(2 116)	(2 062)
Charges externes		(1 251)	(1 193)
Amortissements, provisions et dépréciations	11	(588)	(501)
Autres produits et charges d'exploitation		7	26
Résultat d'exploitation courant		374	379
Autres produits et charges opérationnels		0	0
Résultat d'exploitation		374	379
<i>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</i>		20	28
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(118)	(122)
Coût de l'endettement financier net	13	(98)	(94)
Autres produits et charges financiers	14	8	(1)
Résultat des sociétés intégrées avant impôt		284	284
Charge d'impôt	15	(82)	(96)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	12	(47)	(3)
Résultat net des activités poursuivies		155	185
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat net		155	185
dont résultat net - part des minoritaires		12	11
dont résultat net - part du groupe		143	174
Résultat net par action des activités poursuivies, part du groupe (en €)			
- de base	6	4,54	5,54
- dilué	6	4,53	5,54

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

(en M€)	30/06/2009			30/06/2008		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Résultat net de la période			155			185
Ecarts de change résultant des activités à l'étranger	(67)	0	(67)	29	0	29
Variation de la juste valeur						
- des actifs financiers disponibles à la vente	0	0	0	3	0	3
- sur instruments de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	3	(1)	2	0	0	0
- des couvertures de flux de trésorerie	(23)	5	(18)	7	(1)	6
Profits (pertes) actuariels des régimes à prestations définies	0	0	0	0	0	0
Reprise de l'impôt différé liée à la réévaluation des filiales italiennes ⁽¹⁾	0	20	20	0	0	0
Total des autres éléments du résultat global	(87)	24	(63)	39	(1)	38
Résultat global de la période			92			223
Dont :						
Part du groupe			81			212
Part des intérêts minoritaires			11			11

⁽¹⁾ Cf. note 15.2

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE

(en M€)	Notes	30/06/2009	30/06/2008
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)		155	185
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		47	3
Dividendes reçus (titres non consolidés)		0	0
Coût de l'endettement financier net		98	94
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		82	96
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations (à l'exception de celles liées à l'actif circulant)		502	445
Charges et produits liés aux paiements en actions sans contrepartie en trésorerie		3	0
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie		0	0
Plus et moins values de cession, nettes d'impôt, et badwill		(5)	(24)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		882	799
Impôt versé		(138)	(117)
Intérêts financiers versés		(133)	(114)
Autres éléments financiers		35	20
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		646	588
Variation du besoin en fonds de roulement	35	(1 409)	(1 110)
Variation des postes relatifs à l'activité de crédit	35	6	(3)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(757)	(525)
Décassements liés aux acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles et des immeubles de placement		(840)	(999)
Encaissements liés aux cessions d'immo. corporelles et incorporelles et des immeubles de placement		20	54
Décassements liés aux titres non consolidés y compris titres mis en équivalence		(8)	(37)
Encaissements liés aux titres non consolidés		17	30
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise ⁽¹⁾		(18)	(208)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée ⁽¹⁾		0	12
Dividendes reçus (titres non consolidés)		0	0
Variation des prêts et avances consentis	35	(141)	7
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(970)	(1 141)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		0	0
Rachats et reventes d'actions propres		(1)	(24)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	35	(105)	(185)
Endettement	35	582	1 014
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		476	805
Incidence des variations de cours des devises ⁽²⁾		19	(36)
Variation de la trésorerie nette		(1 232)	(897)
Trésorerie nette d'ouverture	26	1 960	1 854
Trésorerie nette de clôture	26	728	957
Variation de la trésorerie nette		(1 232)	(897)

⁽¹⁾ Dont variation des engagements de rachat de titres auprès des minoritaires.

⁽²⁾ Dont, en 2008, incidence de l'appréciation du zloty polonais et du forint hongrois.

⁽²⁾ Dont, en 2009, incidence de la dépréciation du zloty polonais, du forint hongrois et du rouble russe.

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (avant affectation du résultat)

(en M€)	Capital social	Primes liées au capital ⁽¹⁾	Titres auto-détenus	Réserves de conversion, de réévaluation des instruments financiers, et écarts actuariels ⁽²⁾	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres		
						Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Au 01/01/2008	629	1 844	(10)	61	4 237	6 761	137	6 898
<i>Résultat net de la période</i>					174	174	11	185
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>				38		38	-	38
Résultat global de la période				38	174	212	11	223
Augmentation de capital						-		-
Titres auto-détenus			(24)			(24)	-	(24)
Distribution de dividendes					(180)	(180)	(5)	(185)
Variations de périmètre					(6)	(6)	(29)	(35)
Au 30/06/2008	629	1 844	(34)	99	4 225	6 763	114	6 877
Au 31/12/2008	632	1 893	(30)	(113)	4 781	7 163	120	7 283
<i>Résultat net de l'exercice</i>					143	143	12	155
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>				(82)	20 ⁽³⁾	(62)	(1)	(63)
Résultat global de la période				(82)	163	81	11	92
Augmentation de capital						-		-
Titres auto-détenus			(1)			(1)		(1)
Distribution de dividendes					(100)	(100)	(5)	(105)
Variations de périmètre						0	(6)	(6)
Au 30/06/2009	632	1 893	(31)	(195)	4 844	7 143	120	7 263

⁽¹⁾ Les primes liées au capital comprennent les primes d'émission, d'apport et de fusion.

⁽²⁾ Cf. note 27.4

⁽³⁾ Cf. note 15.2

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES
DU PREMIER SEMESTRE 2009**
(chiffres en millions d'euros - M€)

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

SOMMAIRE

NOTE 1	DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DU GROUPE	15
NOTE 2	FAITS MARQUANTS ET PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	15
NOTE 3	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	15
NOTE 4	PARTICULARITÉS PROPRES A L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES	18
NOTE 5	SECTEURS OPÉRATIONNELS	19
NOTE 6	RÉSULTATS PAR ACTION	22
NOTE 7	PRINCIPALES PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2009	23
NOTE 8	PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	24
NOTE 9	COÛT DES VENTES	24
NOTE 10	CHARGES DE PERSONNEL	24
NOTE 11	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	25
NOTE 12	PERTES DE VALEUR	25
NOTE 13	COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	26
NOTE 14	DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	26
NOTE 15	CHARGE D'IMPÔT	26
NOTE 16	GOODWILL	27
NOTE 17	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27
NOTE 18	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27
NOTE 19	IMMEUBLES DE PLACEMENT	27
NOTE 20	PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	27
NOTE 21	CRÉDITS A LA CLIENTÈLE - ACTIVITÉ DE CRÉDIT	28
NOTE 22	STOCKS	29
NOTE 23	CLIENTS	29
NOTE 24	CRÉANCES D'IMPÔT EXIGIBLE	29
NOTE 25	AUTRES CRÉANCES COURANTES	30
NOTE 26	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	30
NOTE 27	CAPITAUX PROPRES	30
NOTE 28	PROVISIONS	31
NOTE 29	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	32
NOTE 30	DETTES FINANÇANT L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT	33
NOTE 31	ENDETTEMENT FINANCIER NET	34
NOTE 32	AUTRES DETTES NON COURANTES	34
NOTE 33	DETTES FOURNISSEURS, DETTES D'IMPÔT EXIGIBLE ET AUTRES DETTES COURANTES	34
NOTE 34	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	35
NOTE 35	DÉTAIL DE CERTAINS POSTES DU TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE	35
NOTE 36	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE	36
NOTE 37	PASSIFS ÉVENTUELS	36
NOTE 38	ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS	36

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

NOTE 1 DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DU GROUPE

Groupe Auchan S.A. est une société domiciliée en France, holding du groupe Auchan.

Le groupe Auchan (ci-après dénommé « le Groupe ») est spécialisé dans la distribution de produits alimentaires et autres produits de consommation.

Au 30 juin 2009, le Groupe exploite directement :

- 479 hypermarchés, consolidés par intégration globale ou proportionnelle, auxquels s'ajoutent 5 hypermarchés en mandat de gestion,
- et 735 supermarchés ⁽¹⁾,

répartis dans 12 pays et région (France, Espagne, Italie, Portugal, Luxembourg, Pologne, Hongrie, Ukraine, Roumanie, Russie, Chine continentale et Taïwan).

Le Groupe gère également un parc de 293 centres commerciaux avec galeries marchandes et parcs d'activités commerciales. Par ailleurs, Auchan possède depuis de nombreuses années sa propre filiale bancaire Banque Accord, dont l'activité est orientée vers la clientèle de particuliers.

NOTE 2 FAITS MARQUANTS ET PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Au cours du premier semestre 2009, le parc des hypermarchés a augmenté de 11 unités et celui des supermarchés de 9 unités en net :

- La croissance du parc des hypermarchés résulte de 2 acquisitions de magasins « les Halles d'Auchan » en France (dont un racheté à Atac) et à 9 ouvertures dont 3 au Portugal, 1 en Italie, 1 en Hongrie, et 4 en Chine (1 Auchan et 3 RT Mart).
- Le parc des supermarchés s'est agrandi en net de 4 magasins en Europe occidentale et de 5 magasins en Europe centrale et de l'Est.

Début 2009, les autorités roumaines de la concurrence ont autorisé la prise de contrôle à 100 % de la société MGV Distri-Hyper. En conséquence, cette société, qui exploite 6 hypermarchés à l'enseigne Auchan, est désormais consolidée par intégration globale ; elle était auparavant consolidée par mise en équivalence.

La mise en place de la loi LME (Loi de Modernisation de l'Economie) en France a eu, notamment, pour effet de reporter la majorité des marges arrière en marges avant (remontées des remises sur factures), ce qui génère une distorsion dans la lecture des performances lors de l'arrêté semestriel. En effet, ce changement de modalités a eu pour effet de lisser la prise en compte des remises et coopérations commerciales sur l'exercice et a entraîné une reconnaissance plus importante de ces remises au 30 juin 2009, en comparaison avec celles enregistrées au 30 juin 2008. Ceci n'affectera en rien les résultats annuels mais uniquement leur répartition dans l'année.

NOTE 3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire en date du 26 août 2009.

3.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de Groupe Auchan S.A. au 31 décembre 2008 ont été établis conformément aux normes comptables internationales IAS (International Accounting Standards) / IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) ainsi que les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et telles qu'approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2008 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

⁽¹⁾ Hors les supermarchés ukrainiens Furshet, mis en équivalence (détention à 21%)

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 - *Information financière intermédiaire*, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. Les notes de l'annexe ne comportent donc pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

3.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires nécessite de la part de la direction du Groupe l'exercice d'un jugement, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que les informations données dans les notes annexes. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés semestriels résumés, les jugements significatifs exercés par la direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Ainsi, les comptes consolidés semestriels résumés ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les crédits à la clientèle. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels (goodwill), il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée sur la base de perspectives économiques long terme et sur la base de la meilleure appréciation du management dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

3.3 Référentiel IFRS appliqué

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés semestriels résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception des dispositions spécifiques pour l'établissement de comptes intermédiaires et des normes, amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2009 et qui constituent des changements de méthodes comptables.

Les textes applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 et qui ont un impact sur les états financiers consolidés du Groupe sont :

- l'amendement de la norme IAS 1 – *Présentation des états financiers*,
- la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*.

L'application de la révision d'IAS 1 a un impact en termes de présentation des états financiers sur l'ensemble des périodes présentées. Dans le cadre de cette révision, le Groupe a pris pour option de :

- modifier l'appellation du bilan qui devient « l'Etat consolidé de la situation financière »,
- compléter le compte de résultat par un « Etat de résultat global consolidé » qui regroupe le résultat de l'exercice et les autres gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres. Ces éléments étaient auparavant présentés dans un « Etat consolidé des produits et charges comptabilisés ».

La norme IFRS 8 se substitue à la norme IAS 14 – *Information sectorielle*.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le Groupe identifie et présente des secteurs opérationnels basés sur l'information transmise en interne au Directoire qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

L'information sectorielle comparative a été retraitée en conformité avec les modalités d'application d'IFRS 8. Ce changement de méthode comptable n'affecte que la présentation et le contenu des informations à fournir en annexe et n'a ainsi aucun impact sur les résultats.

Les secteurs présentés sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires. Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe.

L'application d'IFRS 8 se traduit par la création d'un secteur 'Autres activités' comprenant Alinéa, Chronodrive et Little Extra qui étaient auparavant inclus dans le secteur « Hypermarchés ». Les autres secteurs (Supermarchés, Immobilier, et Banque) n'ont pas été modifiés.

Le résultat d'exploitation courant du secteur est régulièrement examiné par le Directoire afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances. Des informations financières distinctes sont disponibles pour cette composante.

Les résultats sectoriels soumis au Directoire comportent les éléments directement attribuables au secteur ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable. Les critères de présentation retenus sont détaillés dans la note 5.

Les autres normes, amendements aux normes existantes et les interprétations adoptés par l'Union européenne et qui sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2009 ne trouvent pas à s'appliquer ou n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe. Il s'agit de :

- l'interprétation IFRIC 13 – *Programmes de fidélisation des clients*, qui précise la méthode d'évaluation et le traitement comptable des avantages accordés aux clients dans le cadre de programmes de fidélité.
- l'amendement IAS 23 - *Coûts d'emprunt*,
- l'amendement IAS1/IAS 32 – *Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations en cas de liquidation*,
- l'amendement IFRS 2 – *Paiements fondés sur des actions – conditions d'acquisition des droits et annulations*,
- l'interprétation IFRIC 11 – *IFRS 2 – Actions propres et transactions intragroupe*, applicable en 2009 selon l'Union européenne,
- l'interprétation IFRIC 14 – *Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, exigences de financement minimal et leur interaction*, applicable en 2009 selon l'Union européenne,
- l'interprétation IFRIC 15 – *Accords pour la construction de biens immobiliers* (non adoptée par l'Union européenne),
- l'interprétation IFRIC 16 – *Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger*,
- les amendements de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS, publiés en mai 2008 (notamment les amendements à IAS 38 et IAS 40)
- l'amendement d'IFRS 7 – *Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers* (non adoptée par l'Union européenne), Les impacts en termes d'informations à fournir pour les comptes annuels sont en cours d'analyse.

Les états financiers consolidés semestriels résumés ne tiennent pas compte des normes, amendements aux normes existantes et interprétations, adoptés par l'Union européenne et pouvant être appliqués par anticipation au 1^{er} janvier 2009. Le Groupe n'a pas pris de décision, à la date d'établissement des états financiers consolidés semestriels résumés, quant à leur application dans ses comptes annuels 2009.

Les impacts éventuels de ces textes sont en cours d'évaluation.

NOTE 4 PARTICULARITES PROPRES A L'ETABLISSEMENT DES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES

4.1 Avantages au personnel

Sauf événement particulier sur la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des états financiers consolidés semestriels résumés.

4.2 Saisonnalité des activités

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour les produits des activités ordinaires (le premier semestre 2008 avait représenté 47% du total de l'année 2008), mais est plus marquée pour les résultats (premier semestre 2008 par rapport à l'année 2008 : 29 % pour le résultat d'exploitation courant, 25 % pour le résultat net des activités poursuivies et 38 % pour la capacité d'autofinancement).

Cependant, cette saisonnalité sur le compte de résultat devrait être nettement modifiée en 2009, suite aux impacts liés à la mise en place de la loi LME en France (cf. dernier alinéa de la note 2 et les commentaires sur le compte de résultat du rapport d'activité). Sur les chiffres 2008, après prise en compte des effets de la loi LME, le poids du premier semestre aurait alors pesé pour 37% sur le résultat d'exploitation courant, 34% sur le résultat net des activités poursuivies et 41% sur la capacité d'autofinancement.

L'état de la situation financière est également fortement affecté par le caractère saisonnier des activités. Ainsi en 2008, l'endettement financier net s'est élevé à 3 991 M€ au 30 juin mais a été ramené à 2 820 M€ au 31 décembre ; la ressource en fonds de roulement est passée de 2 490 M€ au 30 juin à 3 577 M€ au 31 décembre.

NOTE 5 SECTEURS OPERATIONNELS

En application d'IFRS 8 "Secteurs opérationnels", les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour évaluer les performances et l'activité du Groupe et des différents secteurs qui le composent. Les principes de détermination des secteurs opérationnels sont décrits en note 3.3.

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers annuels.

La mesure de la performance de chaque secteur opérationnel, utilisée par le principal décideur opérationnel, est basée sur le résultat d'exploitation courant.

Les actifs sectoriels se composent des goodwill, des autres immobilisations incorporelles et corporelles, des immeubles de placement, des participations dans les sociétés mises en équivalence, des crédits à la clientèle, des stocks, des créances clients et autres créances courantes.

Les passifs sectoriels se composent des provisions, des dettes finançant l'activité de crédit, des dettes fournisseurs et autres dettes courantes.

Les investissements du secteur correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles y compris les goodwill et les locations-financements mais hors décalages de trésorerie.

5.1 Informations sectorielles par secteur d'activité

Produits et résultats sectoriels au 30 juin (en M€)	Hypermarchés		Supermarchés		Immobilier		Banque		Autres Activités		Holding et éliminations		Total Groupe	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Produits des activités ordinaires externes	14 868	14 662	3 252	3 426	223	213	220	220	208	171			18 771	18 692
Produits des activités ordinaires internes	276	355	50	48	7	6	11	11			(344)	(420)	0	0
Produits des activités ordinaires	15 144	15 017	3 302	3 474	230	219	231	231	208	171	(344)	(420)	18 771	18 692
Résultat d'exploitation courant	(1)	(1)	(1)	(1)	99	110	5	26	(1)	4	17	33	374	379
Autres produits et charges opérationnels													0	0
Résultat d'exploitation													374	379
Résultat financier net													(90)	(95)
Charge d'impôt													(82)	(96)
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence													(47)	(3)
Résultat net des activités poursuivies													155	185
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession													0	0
Résultat net													155	185
Actifs sectoriels	13 031	12 947	3 756	3 689	2 974	2 820	2 461	2 554	306	258	87	9	22 615	22 277
Passifs sectoriels	6 491	6 938	1 583	1 682	326	315	1 784	2 072	55	59	593	268	10 832	11 334

(1) Résultat d'exploitation courant des activités Hypermarchés et Supermarchés :

30 juin 2009 : 254 M€

30 juin 2008 : 206 M€

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2 0 0 9

Produits et résultats sectoriels au 31 décembre 2008 (en M€)	Hypermarchés		Supermarchés		Immobilier	Banque	Autres Activités	Holding et éliminations	Total Groupe
Produits des activités ordinaires externes	31 376	6 865	432		427	384	0	39 484	
Produits des activités ordinaires internes	687	101	12		22	0	(822)	0	
Produits des activités ordinaires	32 063	6 966	444		449	384	(822)	39 484	
Résultat d'exploitation courant	(1)	(1)	(1)	(1)	212	29	18	43	1 317
Autres produits et charges opérationnels									0
Résultat d'exploitation									1 317
Résultat financier net									(214)
Charge d'impôt									(349)
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence									(10)
Résultat net des activités poursuivies									744
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									0
Résultat net									744
Actifs sectoriels	13 841	3 831	2 922		2 668	291	16	23 569	
Passifs sectoriels	8 709	1 818	352		2 141	81	366	13 467	

⁽¹⁾ Résultat d'exploitation courant des activités Hypermarchés et Supermarchés : 1 015 M€.

Autres informations au 31 décembre 2008 (en M€)	Hypermarchés		Supermarchés		Immobilier	Banque	Autres Activités	Holding	Total Groupe
Investissements bruts	1 332	352	385		4	53	0	2 126	
Dotations aux amortissements	603	173	133		4	16	0	929	
Pertes de valeur, nettes des reprises ⁽¹⁾	4	0	(1)		0	0	0	3	
Autres charges et produits d'exploitation sans contrepartie en trésorerie ^{(1) (2)}	(28)	(10)	(7)		(64)	0	(4)	(113)	

⁽¹⁾ () = charges

⁽²⁾ Charges significatives : dotations/reprises de provisions et de dépréciations autres que les pertes de valeur sur immobilisations (essentiellement dépréciation d'actifs courants, des crédits à la clientèle et des provisions pour risques et charges).

5.2 Réconciliation des actifs et des passifs sectoriels

Le total des actifs sectoriels se reconcilie de la manière suivante dans le total des actifs du Groupe :

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Goodwill	3 597	3 577	3 559
Autres immobilisations incorporelles	72	60	77
Immobilisations corporelles	8 321	8 216	8 413
Immeubles de placement	2 675	2 328	2 591
Participations dans les sociétés mises en équivalence	84	147	132
Crédits à la clientèle - Activités de crédit - non courants	1 135	1 209	1 195
Stocks	2 802	2 975	3 112
Crédits à la clientèle - Activités de crédit - courants	1 431	1 488	1 623
Créances clients	347	301	383
Autres créances courantes	2 151	1 976	2 484
Actifs sectoriels	22 615	22 277	23 569
Autres actifs financiers non courants	459	413	499
Dérivés actifs non courants	162	49	126
Actifs d'impôts différés	173	90	148
Créances d'impôts exigibles	213	194	38
Dérivés d'actifs courants	63	53	109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 064	1 473	2 345
Total des Actifs	24 749	24 549	26 834

Le total des passifs sectoriels se reconcilie de la manière suivante dans le total des passifs du Groupe :

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Provisions non courantes	245	243	249
Dettes finançant l'activité de crédit non courantes	987	919	751
Provisions courantes	156	165	163
Dettes finançant l'activité de crédit courantes	1 304	1 412	1 785
Dettes fournisseurs	5 574	6 239	7 625
Autres dettes courantes	2 566	2 356	2 894
Passifs sectoriels	10 832	11 334	13 467
Capitaux propres	7 263	6 877	7 283
Emprunts et dettes financières non courantes	3 868	3 618	3 655
Dérivés passifs non courants	51	88	31
Autres dettes non courantes	42	19	42
Passifs d'impôts différés	515	579	567
Emprunts et dettes financières courantes	1 983	1 825	1 701
Dérivés passifs courants	32	35	13
Dettes d'impôts exigibles	163	174	75
Total des Capitaux propres et Passifs	24 749	24 549	26 834

NOTE 6 RÉSULTATS PAR ACTION

6.1 Calcul du nombre moyen pondéré d'actions

	30/06/2009	30/06/2008
Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier	31 597 138	31 445 258
Nombre d'actions propres au 1 ^{er} janvier	(86 278)	(33 611)
Moyenne pondérée des levées d'options de souscription	0	0
Moyenne pondérée des autres augmentations de capital	0	0
Moyenne pondérée des actions propres acquises	(1 985)	(11 985)
Moyenne pondérée des actions propres cédées ou annulées	0	0
Moyenne pondérée des réductions de capital (par annulation d'actions propres)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres) utilisé pour le calcul du résultat de base par action	31 508 875	31 399 662
Actions à créer potentiellement dilutives (options d'achat ou de souscription, attributions gratuites d'actions)	32 272	19 367
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres) utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	31 541 147	31 419 029

6.2 Calcul des résultats par action

Résultat de base par action	30/06/2009	30/06/2008
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation :	31 508 875	31 399 662
Résultat net - part du groupe (en M€)	143	174
<i>Par action (en €)</i>	4,54	5,54
Résultat net des activités arrêtées - part du groupe (en M€)	0	0
<i>Par action (en €)</i>	0,00	0,00
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe (en M€)	143	174
<i>Par action (en €)</i>	4,54	5,54
Résultat net des activités poursuivies hors autres produits et charges opérationnels - part du groupe (en M€)	143	174
<i>Par action (en €)</i>	4,54	5,54

Résultat dilué par action	30/06/2009	30/06/2008
Nombre moyen pondéré d'actions diluées :	31 541 147	31 419 029
Résultat net - part du groupe (en M€)	143	174
<i>Par action (en €)</i>	4,53	5,54
Résultat net des activités arrêtées - part du groupe (en M€)	0	0
<i>Par action (en €)</i>	0,00	0,00
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe (en M€)	143	174
<i>Par action (en €)</i>	4,53	5,54
Résultat net des activités poursuivies hors autres produits et charges opérationnels - part du groupe (en M€)	143	174
<i>Par action (en €)</i>	4,53	5,54

NOTE 7 PRINCIPALES PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2009

La prise de participation la plus significative au cours du premier semestre 2009 correspond à l'acquisition le 16 mars 2009 de 51% du capital de la société MGV Distri-Hyper en Roumanie portant la participation de 49% à 100%. Cette société, mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2008, est dorénavant consolidée par intégration globale. Le goodwill provisoire lié à cette acquisition ressort à 29 M€.

Les autres prises de participation du Groupe dans des filiales consolidées n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

NOTE 8 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Chiffre d'affaires	18 692	18 621
Autres produits des activités ordinaires	79	71
Produits des activités ordinaires	18 771	18 692

NOTE 9 COÛT DES VENTES

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Achats nets des ristournes, prestations fournisseurs et des coûts annexes et logistiques	14 140	14 589
Variations de stocks (nets de dépréciations)	309	(6)
Coût des ventes	14 449	14 583

COÛTS LOGISTIQUES INTERNES

Le détail par nature des coûts logistiques internes inclus dans le coût des ventes est le suivant :

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Charges de personnel	91	89
Charges externes	146	137
Amortissements, provisions et dépréciations	12	15
Coûts logistiques internes	249	241

NOTE 10 CHARGES DE PERSONNEL

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Main d'oeuvre externe	151	142
Rémunérations du personnel après charges sociales	1 957	1 912
Intéressement et participation	97	91
Avantages au personnel et paiements en actions	2	6
Total	2 207	2 151
Charges de personnel transférées en coûts logistiques	(91)	(89)
Montant net au compte de résultat	2 116	2 062

NOTE 11 AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Dotations aux amortissements, nettes de reprises	510	465
Dotations aux provisions et aux dépréciations, nettes de reprises de provisions sans objet ⁽¹⁾	90	51
Total	600	516
Amortissements, provisions et dépréciations transférés en coûts logistiques	(12)	(15)
Montant net au compte de résultat	588	501

⁽¹⁾ Dont 57 M€ (26 M€ en 2008) de dépréciations sur opérations de crédit.

NOTE 12 PERTES DE VALEUR

Les pertes de valeur sur actifs immobilisés, nettes de reprises, s'élèvent à 6 M€ au cours du premier semestre 2009. Cette variation est due à la dépréciation d'une galerie marchande au Portugal (7 M€). Par ailleurs, suite aux difficultés rencontrées par Anthousa en Ukraine - supermarchés Furshet - (société mise en équivalence à 21,2%), la dépréciation du goodwill a été constatée au cours du premier semestre 2009 pour 37 M€. Cette dépréciation apparaît dans la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (Cf. commentaire en note 20).

NOTE 13 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	20	28
Coût de l'endettement financier brut	(118)	(122)
Coût de l'endettement financier net	(98)	(94)

L'évolution du coût de l'endettement financier net, (4) M€, s'explique d'une part par l'augmentation de l'endettement moyen, incidence (12) M€, et d'autre part par la diminution des taux d'intérêt, incidence +8 M€.

NOTE 14 DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Résultat sur cessions d'autres actifs financiers non courants	0	1
Résultat de change sur opérations financières non éligibles à la comptabilité de couverture	7	1
Dotations aux provisions et aux dépréciations, nettes des reprises :		
Reprise de dépréciation des autres actifs financiers	3	0
Dotation pour dépréciation des autres actifs financiers	0	0
Autres provisions	(1)	0
Coût de l'actualisation des engagements de retraites net du rendement attendu des actifs	(2)	(3)
Autres	1	0
Autres produits et charges financiers	8	(1)

NOTE 15 CHARGE D'IMPÔT

15.1 Analyse de la charge nette d'impôt

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Charges/produits d'impôt courant		
Charges/produits d'impôt exigible	137	118
Ajustements sur l'impôt exigible des exercices antérieurs	1	0
Total charge d'impôt exigible	138	118
Charges/produits d'impôts différés		
Variation des différences temporelles	(59)	(22)
Impact des changements de taux	3	0
Sur déficits reportables	0	0
Total charge d'impôts différés	(56)	(22)
Total de la charge d'impôt	82	96

15.2 Taux effectif d'impôt (T.E.I.)

L'écart entre le niveau d'impôt résultant de l'application du taux d'impôt théorique en France de 34,43% (taux normatif de 33^{1/3} % augmenté de la contribution sociale de 3,3%) et le montant de l'impôt effectivement constaté dans le semestre s'analyse de la façon suivante :

(en M€)	Montants 2009	T.E.I. 2009	Montants 2008	T.E.I. 2008
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	284		284	
<i>Taux théorique (taux courant français)</i>		34,4%		34,4%
Charge fiscale théorique	98		98	
Écart de taux sur sociétés étrangères	5	1,8%	5	1,8%
Réduction d'impôt, crédits d'impôts et impôts à taux réduits	(51)	(17,9%)	(23)	(8,1%)
Pertes fiscales de l'exercice non activées	20	7,0%	7	2,4%
Utilisation de déficits reportables non activés	(2)	(0,7%)	(6)	(2,1%)
Éléments non fiscalisés / Impôts différés non comptabilisés	11	3,9%	15	5,3%
Ajustement impôt des exercices antérieurs	1	0,4%	0	0,0%
Charge fiscale réelle	82		96	
Taux effectif d'impôt (T.E.I.)		28,9%		33,7%

La variation du taux effectif d'impôt est particulièrement liée à la réévaluation de terrains et de constructions dans les comptes sociaux de certaines filiales en Italie. Cette option fiscale a conduit à réajuster dans les comptes consolidés les impôts différés passifs initialement comptabilisés au titre de ces immobilisations. A l'origine, ces impôts différés ayant été pour partie reconnus en capitaux propres, la reprise se traduit, d'une part, par une augmentation des capitaux propres à hauteur de 20 M€ et, d'autre part, par un produit d'impôt comptabilisé sur la période pour 41 M€.

NOTE 16 GOODWILL

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	3 642	3 605	3 622
Perte de valeur	(45)	(46)	(45)
Valeur nette	3 597	3 559	3 577

Les nouveaux écarts d'acquisition liés à des regroupements d'entreprises du premier semestre 2009 s'élèvent à 51 M€, dont 34 M€ relatifs à la consolidation par intégration globale de la société MGV Distri-Hyper en Roumanie, se décomposant en un reclassement du goodwill 2008, précédemment présenté en participations dans les sociétés mises en équivalence (5 M€) et un goodwill provisoire sur l'acquisition 2009 de 29 M€ (Cf. note 7).

Les autres variations de la période correspondent aux écarts de conversion.

NOTE 17 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	222	210	183
Amortissements et dépréciations	(150)	(133)	(123)
Valeur nette	72	77	60

NOTE 18 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	14 240	14 069	13 702
Amortissements et dépréciations	(5 919)	(5 656)	(5 486)
Valeur nette	8 321	8 413	8 216

Les acquisitions du premier semestre 2009 s'élèvent à 444 M€, contre 697 M€ au premier semestre 2008.

NOTE 19 IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	3 694	3 551	3 245
Amortissements et dépréciations	(1 019)	(960)	(917)
Valeur nette	2 675	2 591	2 328

Les acquisitions du premier semestre 2009 s'élèvent à 175 M€, contre 117 M€ au premier semestre 2008.

NOTE 20 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Participations dans les sociétés mises en équivalence	84	132	147

La diminution des participations dans les sociétés mises en équivalence concerne essentiellement la perte de valeur de 37 M€ imputée au goodwill dégagé en 2007 lors de la prise de participation de 21 % dans le groupe ukrainien Anthousa (supermarchés Furshet).

NOTE 21 CRÉDITS A LA CLIENTÈLE - ACTIVITÉ DE CRÉDIT

Ce poste représente les créances que Banque Accord et ses filiales ainsi que Comfactor détiennent sur les clients. Il s'agit essentiellement de prêts personnels, de crédits revolving et du différé de paiement sur les cartes Accord, ainsi que les créances de l'activité captive de factoring exercée par Comfactor en Italie.

La dégradation de l'environnement économique causée par la crise financière s'est traduite dans les comptes de Banque Accord et de ses filiales par des flux d'impayés en hausse ou des difficultés de recouvrement, d'où une augmentation des dépréciations.

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	2 897	3 098	2 946
Dépréciation	(331)	(280)	(249)
Valeur nette	2 566	2 818	2 697
<i>dont non courant</i>	1 135	1 195	1 209
<i>courant</i>	1 431	1 623	1 488

Echéances en valeur brute (en M€) :	2 897
<i>inférieures ou égales à 3 mois</i>	788
<i>à plus de 3 mois et inférieures ou égales à 1 an</i>	767
<i>à plus de 1 an et inférieures ou égales à 5 ans</i>	1 190
<i>à plus de 5 ans</i>	152

Gestion du risque de crédit par Banque Accord :

La forte dégradation de l'environnement économique a continué de peser sur les activités de Banque Accord en France et à l'étranger, se traduisant à des degrés divers, par des augmentations sensibles de flux d'impayés simultanément à des difficultés de production de crédit. Dans plusieurs filiales, Banque Accord a pris des mesures drastiques visant à réduire l'exposition au risque de crédit : resserrement des normes d'octroi et de gestion des engagements.

En particulier pour la filiale espagnole, la dégradation de la conjoncture économique a provoqué une nouvelle et sensible poussée des impayés. Ce phénomène se stabilise depuis trois mois. Les efforts en matière de recouvrement ont permis de contenir à ce jour, tout au moins partiellement, la montée du risque. La production de crédit a été restreinte à l'activité en magasin ; elle reste néanmoins fortement affectée par la situation économique.

Au niveau consolidé Groupe, le risque affecte sensiblement le résultat. Les autres pays les plus matures, en raison de leurs performances et de leur maîtrise complète de leur chaîne de risque, limitent dans son ensemble l'impact de la forte progression du risque.

En France, la tendance à l'augmentation des encours Neiertz observée sur le marché s'est poursuivie également chez Banque Accord.

Le contexte économique mondial n'a fait que renforcer la décision du Groupe Banque Accord de doter rapidement et progressivement ses filiales d'un système bâlois de surveillance des risques, calqué sur le modèle français.

Le projet Bâle II est ainsi en cours de développement dans la filiale portugaise.

NOTE 22 STOCKS

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	2 898	3 213	3 066
Dépréciation	(96)	(101)	(91)
Valeur nette	2 802	3 112	2 975

Evolution de la dépréciation

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Au 1^{er} janvier	(101)	(79)	(79)
Dotations	(58)	(82)	(63)
Reprises	63	58	51
Variations de périmètre et écarts de conversion	0	2	0
A la clôture ou en fin de période	(96)	(101)	(91)

NOTE 23 CLIENTS

Ce poste enregistre essentiellement des créances sur des franchisés ainsi que les loyers à encaisser du métier Immobilier.

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	408	440	355
Dépréciation	(61)	(57)	(54)
Valeur nette	347	383	301

NOTE 24 CRÉANCES D'IMPÔT EXIGIBLE

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeur brute	218	43	199
Dépréciation	(5)	(5)	(5)
Valeur nette	213	38	194

Au 30 juin, les acomptes à valoir sur l'impôt de l'exercice et la dette d'impôt sur le résultat semestriel ne sont pas compensés alors qu'ils le sont au 31 décembre.

NOTE 25 AUTRES CRÉANCES COURANTES

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Créances diverses	2 039	2 403	1 886
Charges constatées d'avance	173	140	149
Valeur brute	2 212	2 543	2 035
Dépréciation	(61)	(59)	(59)
Valeur nette	2 151	2 484	1 976

Les créances diverses correspondent essentiellement à des créances fiscales et sociales, à des produits à recevoir des fournisseurs ainsi qu'à des placements de trésorerie dont l'échéance est supérieure à 3 mois.

Au 30 juin 2009, les créances diverses sont en augmentation par rapport à celles du 30 juin 2008, conséquence des contentieux fiscaux contestés en Italie (cf. note 37), ainsi que de l'augmentation des placements en trésorerie à échéance de plus de 3 mois. A contrario, les produits à recevoir des fournisseurs diminuent, conséquence directe de la loi LME en France.

NOTE 26 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie présentée dans le tableau des flux de trésorerie correspond aux éléments suivants :

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Valeurs mobilières de placement à moins de 3 mois	320	1 035	624
Disponibilités	744	1 310	849
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 064	2 345	1 473
Soldes créditeurs de banque (cf. note 29.2)	(336)	(385)	(516)
Trésorerie nette	728	1 960	957

NOTE 27 CAPITAUX PROPRES

27.1 Détenteurs du capital

Au 30 juin 2009, le capital de Groupe Auchan S.A. est détenu par les sociétés de l'Association Familiale Mulliez à hauteur de 87 % et par les salariés à hauteur de 13 % via les FCP Valauchan, Valsuper, Valaccord et les sociétés Valauchan Sopaneer International (société consolidée par mise en équivalence) et Valauchanrus Sopaneer International (société consolidée par intégration globale).

27.2 Nombre d'actions composant le capital social

	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Au 1 ^{er} janvier	31 597 138	31 445 258	31 445 258
Émission en numéraire	0	151 880	0
A la clôture	31 597 138	31 597 138	31 445 258

Au 30 juin 2009, le capital social s'élève à 631 942 760 € ; il est composé d'actions ordinaires au nominal de 20 € entièrement libérées.

27.3 Actions propres

Au cours du premier semestre 2009, 2 382 actions propres ont été acquises pour un montant de 1 M€.

Au 30 juin 2009, le nombre total d'actions propres détenues par le Groupe s'élève à 88 660 actions (contre 86 278 actions à fin 2008), dont 70 510 détenues par Groupe Auchan S.A. pour un coût de 24 M€. Ces dernières sont affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions et d'attributions gratuites d'actions, pour le management du Groupe.

27.4 Réserves de conversion, de réévaluation des instruments financiers et écarts actuariels (en part du Groupe)

(en M€)	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Réserve de couverture d'investissement net à l'étranger	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	Total
Au 01/01/2008	54	(3)	(4)	6	8	61
Variation	29	3	6	0	0	38
Au 30/06/2008	83	0	2	6	8	99
Au 31/12/2008	(105)	0	(12)	5	(1)	(113)
Variation	(66)	0	(18)	2	0	(82)
Au 30/06/2009	(171)	0	(30)	7	(1)	(195)

La réserve de conversion se ventile comme suit par pays (en part du groupe) :

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Pologne	(7)	21	119
Hongrie	(12)	(8)	17
Chine continentale	7	9	(13)
Taiwan	(10)	(9)	(15)
Russie	(102)	(70)	(12)
Ukraine	(45)	(48)	(13)
Roumanie	(2)	nc	nc
Total	(171)	(105)	83

nc : non consolidé par intégration globale en 2008.

27.5 Réserve légale

La réserve légale de Groupe Auchan S.A. s'élève à 63 M€ au 30 juin 2009.

27.6 Dividendes

Le dividende au titre de l'exercice 2008, versé le 1^{er} juillet 2009, s'est élevé à 100 M€ (3,17 € par action).

27.7 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 120 M€ au premier semestre 2009 (120 M€ au 31 décembre 2008). La part des minoritaires dans le résultat (+ 12M€) est compensée par la diminution des minoritaires du métier Immobilier (-7 M€) et par la distribution de dividendes 2008 revenant aux minoritaires des filiales (-5 M€).

NOTE 28 PROVISIONS

Les provisions n'ont pas varié de manière significative par rapport au 31 décembre 2008.

NOTE 29 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

29.1 Emprunts et dettes financières non courantes

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Emprunts obligataires	2 989	2 835	2 408
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	502	457	815
Dettes sur contrats de location-financement	194	204	212
Emprunts et dettes financières diverses	183	159	183
Total	3 868	3 655	3 618

29.2 Emprunts et dettes financières courantes

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Emprunts obligataires	662	68	816
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	691	497	401
Dettes sur contrats de location-financement	17	18	17
Emprunts et dettes financières diverses	277	733	75
Soldes créditeurs de banques	336	385	516
Total	1 983	1 701	1 825

Les intérêts courus figurent dans la rubrique " Emprunts et dettes financières diverses", hors ceux relatifs aux emprunts obligataires.

29.3 Émission d'emprunts de valeur unitaire supérieure à 50 M€

Emprunts obligataires :

Société emprunteuse	Taux d'intérêt nominal	Date d'émission	Échéance	Montant en M€	
				comptable	nominal
Groupe Auchan SA ⁽¹⁾	4,75%	15.04.09	15.04.15	248	250
Groupe Auchan SA	6,00%	15.04.09	15.04.19	491	500

⁽¹⁾ Sur cette tranche d'un montant de 500 M€, 250 M€ sont prêtés à Banque Accord (voir note 30).

Il existe des émissions et remboursements d'emprunts et lignes de crédit dont les montants unitaires sont inférieurs à 50 M€.

29.4 Émission d'emprunts et dettes financières diverses

Ce poste enregistre essentiellement des billets de trésorerie émis par Auchan Finances.

29.5 Échéances significatives sur le 2nd semestre 2009

Comme indiqué dans l'annexe du 31 décembre 2008 (note 32.3), il n'y a pas d'échéance significative d'emprunts et de dettes financières au 2nd semestre 2009.

29.6 Engagements d'achat de titres auprès des actionnaires minoritaires

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leur participation. Ces engagements sont valorisés et classés en dettes financières diverses du fait de l'existence d'une promesse d'achat à valeur de marché.

La valeur des engagements est déterminée en fonction de la valeur d'expertise du sous-jacent ; elle s'élève à 49 M€ au 30 juin 2009, contre 48 M€ au 31 décembre 2008.

NOTE 30 DETTES FINANÇANT L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Emprunts obligataires	1 037	766	766
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	335	672	405
Dettes financières diverses ⁽¹⁾	747	917	860
Autres (dont soldes créditeurs de banques)	172	181	300
Total	2 291	2 536	2 331
dont non courant	987	751	919
courant	1 304	1 785	1 412

Les intérêts courus, hors ceux relatifs aux emprunts obligataires, figurent dans la rubrique "Dettes financières diverses".

⁽¹⁾ Les dettes diverses concernent essentiellement l'activité de crédit de Banque Accord, dont au 30 juin 2009, 70 M€ de billets de trésorerie et 675 M€ de certificats de dépôt.

Emission d'emprunts de valeur unitaire supérieure à 50 M€ :

Emprunts obligataires

Société emprunteuse	Taux d'intérêt nominal	Date d'émission	Echéance	Montant en M€	
				comptable	nominal
Groupe Auchan S.A. pour prêt à Banque Accord	4,750%	15.04.2009	15.04.2015	248	250

Remboursement d'emprunts de valeur unitaire supérieure à 50 M€ :

Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit

Société emprunteuse	Taux d'intérêt nominal	Date d'émission	Echéance	Montant en M€	
				comptable	nominal
Banque Accord S.A.	Euribor 6mois+0,17%	31.10.2008	28.04.2009	50	50
Banque Accord S.A.	Euribor 6mois+0,15%	31.10.2008	30.04.2009	200	200
Banque Accord S.A.	Euribor 6mois+0,15%	06.11.2008	06.02.2009	50	50

Il existe des émissions et remboursements d'emprunts et lignes de crédit dont les montants unitaires sont inférieurs à 50 M€.

Dettes financières diverses :

Ce poste enregistre notamment des certificats de dépôt qui se ventilent de la façon suivante :

(en M€)	Société emprunteuse	Maturité	30/06/2009	
			Valeur nominale	Valeur comptable
	Banque Accord S.A.	- de 1 mois	168	168
	Banque Accord S.A.	de 1 à moins de 3 mois	195	195
	Banque Accord S.A.	de 3 à moins de 6 mois	247	247
	Banque Accord S.A.	6 mois et +	65	65

NOTE 31 ENDETTEMENT FINANCIER NET (hors financement de l'activité de crédit)

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Emprunts et dettes financières	5 851	5 356	5 443
non courants	3 868	3 655	3 618
courants	1 983	1 701	1 825
Dérivés	(142)	(191)	21
Passifs			
non courants	51	31	88
courants	32	13	35
Actifs			
non courants	(162)	(126)	(49)
courants	(63)	(109)	(53)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 064)	(2 345)	(1 473)
Endettement financier net	4 645	2 820	3 991

NOTE 32 AUTRES DETTES NON COURANTES

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Dettes sur immobilisations	8	7	13
Dettes d'impôt	2	2	2
Autres dettes ⁽¹⁾	32	33	4
Total	42	42	19

⁽¹⁾ Dont 27 M€, au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2009, au titre de l'intéressement des salariés russes, bloqué pour 3 ans (et figurant au 30 juin 2008 en "Autres dettes d'exploitation").

NOTE 33 DETTES FOURNISSEURS, DETTES D'IMPÔT EXIGIBLE ET AUTRES DETTES COURANTES

(en M€)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Dettes fournisseurs	5 574	7 625	6 239
Fournisseurs marchandises	5 062	7 057	5 684
Fournisseurs frais généraux	512	568	555
Dettes d'impôt exigible ⁽¹⁾	163	75	174
Autres dettes courantes	2 566	2 894	2 356
Dettes sur immobilisations	351	556	283
Dettes fiscales et sociales ⁽²⁾	1 398	1 654	1 468
Autres dettes d'exploitation ⁽³⁾	558	419	369
Produits constatés d'avance	259	265	236
Total	8 303	10 594	8 769

⁽¹⁾ Cf. commentaire en note 24.

⁽²⁾ Dont 67 M€ de dette au titre du litige fiscal mentionné dans la note 37.

⁽³⁾ Dont dividende 2008 de la société Groupe Auchan S.A. pour 100 M€, versé le 1^{er} juillet 2009.

NOTE 34 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le Groupe a des relations avec ses filiales (consolidées par intégration globale), avec les entreprises associées (mises en équivalence) et avec les entreprises contrôlées conjointement (intégrées proportionnellement).

. Parties liées ayant un contrôle sur le Groupe

Le capital de Groupe Auchan S.A. est détenu par les sociétés de l'Association Familiale Mulliez à 87 % dont 57 % par une seule d'entre elles. Il n'y a pas de transaction significative (supérieure à 1 M€) avec ces sociétés en dehors du dividende au titre de l'exercice 2008 qui s'élève à 87 M€, et d'une convention de prestations de services (montant inférieur à 1 M€ au 30 juin 2009).

. Entreprises associées

Les transactions réalisées avec les entreprises associées sont négligeables. Il n'existe pas, par ailleurs, d'engagements significatifs avec ces sociétés.

Concernant la participation de 21 % dans la société ukrainienne exploitant des supermarchés Furshet, il existe des options, exerçables à partir de 2014 et jusqu'en 2021, permettant à Auchan de vendre ou au partenaire d'acheter cette participation s'il y a une modification significative dans le capital de Furshet ou si l'engagement de rachat des actions de la société des hypermarchés ukrainiens en partenariat est exercé. Au 30 juin 2009, les dites actions sont toujours détenues à 100 % par le Groupe Auchan.

. Co-entreprises

Le Groupe exploite en partenariat les activités Hypermarchés et Immobilier en Chine et en Pologne (Schiever Polska), l'activité Immobilier en Italie et l'activité Banque en Espagne.

Les transactions avec ces sociétés sont réalisées aux conditions du marché.

NOTE 35 DÉTAIL DE CERTAINS POSTES DU TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE

(en M€)	30/06/2009	30/06/2008
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 409)	(1 110)
<i>Stocks</i>	309	(5)
<i>Créances clients</i>	42	82
<i>Dettes fournisseurs</i>	(2 036)	(1 284)
<i>Autres actifs et passifs</i> ⁽¹⁾	276	97
Variation des postes relatifs à l'activité de crédit	6	(3)
<i>Crédits à la clientèle - Activité de crédit</i>	251	98
<i>Dettes finançant l'activité de crédit</i>	(245)	(101)
Variation des prêts et avances consentis	(141)	7
<i>Augmentation des prêts et avances consentis</i> ⁽²⁾	(163)	(23)
<i>Diminution des prêts et avances consentis</i>	22	30
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	(105)	(185)
<i>Dividendes distribués aux actionnaires de la société mère</i> ⁽¹⁾	(100)	(180)
<i>Dividendes distribués aux minoritaires des sociétés intégrées</i>	(5)	(5)
Endettement	582	1 014
<i>Emissions d'emprunts</i>	2 279	1 637
<i>Remboursements d'emprunts (y compris contrats de locations-financements)</i>	(1 697)	(623)

(1) Le dividende 2008 de la société Groupe Auchan S.A. d'un montant de 100 M€ a été payé le 1^{er} juillet 2009.

(2) Dont trésorerie et équivalents de trésorerie à plus de 3 mois.

NOTE 36 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la date de clôture de la période.

NOTE 37 PASSIFS ÉVENTUELS

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou de litiges dans le cadre normal des opérations, dont des contentieux avec les administrations fiscales. Les charges qui peuvent en résulter, estimées probables par le Groupe et leurs experts, ont fait l'objet de provisions.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe et/ou de ses filiales qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture.

Le litige fiscal en Italie, décrit en note 43 de l'annexe du 31 décembre 2008, n'a pas connu de développement sur le plan judiciaire. Les procédures de recours se poursuivent et le risque d'un jugement final défavorable est toujours considéré faible. Néanmoins, en l'absence de suspension exécutoire, l'administration fiscale a requis le paiement, en 12 mensualités et à compter de juin 2009, des sommes mises en redressement. De ce fait, la dette correspondante a été inscrite au passif (cf. note 33), en contrepartie des autres créances (cf. note 25).

Aucun autre litige, pris individuellement, n'est significatif à l'échelle du Groupe.

NOTE 38 ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS

Les principales évolutions des engagements donnés par le Groupe par rapport au 31 décembre 2008 sont détaillées ci-dessous.

. Engagements donnés :

Les engagements de financement en faveur de la clientèle (engagements donnés par la Banque Accord et ses filiales sur les cartes actives au cours des deux dernières années) passent de 3 983 M€ au 31 décembre 2008 à 4 048 M€ au 30 juin 2009.

L'engagement sur les cartes inactives depuis plus de 2 ans passe quant à lui de 5 165 M€ au 31 décembre 2008 à 5 372 M€ au 30 juin 2009.

Les engagements d'options sur terrains et immeubles diminuent en Italie (activité Hypermarchés) de 130 M€.

Les engagements d'achats sous conditions d'immobilisations futures diminuent en Espagne (activité Immobilier) de 83 M€.

Les engagements fermes d'achats de titres de sociétés non consolidées diminuent de 10 M€ (consolidation de nouvelles sociétés en France pour l'activité supermarché).

Les autres engagements donnés varient peu par rapport au 31 décembre 2008.

. Dettes assorties de garanties :

Les dettes garanties par des sûretés augmentent de 49 M€ dont 43 M€ correspondent à des garanties données par la filiale roumaine, intégrée globalement pour la première fois en 2009.

. Options d'achat d'actions

A partir de 2010, certains de nos partenaires bénéficient d'une option de vente à Auchan, ou à ses filiales, des titres qu'ils détiennent, à un prix de marché. Ces titres portent sur des sociétés non intégrées globalement. L'incertitude sur les montants liée à la situation des marchés financiers ne permet pas de chiffrer de manière fiable ces engagements.

Les engagements pris par G.C.I. (métier Immobilier en Italie) et par Banque Accord en matière d'options d'achat d'actions concernant des sociétés non consolidées en intégration globale s'élèvent respectivement à 57 M€ (engagements donnés par une entité intégrée proportionnellement) et 29 M€ (contre 57 M€ et 34 M€ au 31 décembre 2008). Ils sont exerçables entre 2009 et 2013.

Les options portant sur la participation dans la société ukrainienne de supermarchés sont décrites en note 34.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES sur l'information financière semestrielle 2009

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Groupe Auchan S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire dans un contexte, décrit dans la note 3.2., de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.3. de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose le changement de méthode comptable résultant de la première application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » de façon rétrospective pour les périodes présentées.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris la Défense et Villeneuve d'Ascq, le 27 août 2009
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

aCéa

Didier de Ménonville
Associé

Bernard Cattenoz
Associé

Christophe Segard
Associé